

DUMONT, René. *Cette guerre nous déshonore*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. « L'Histoire immédiate », 1992, 102 p.

André Joyal

Volume 24, Number 2, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703191ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703191ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Joyal, A. (1993). Review of [DUMONT, René. *Cette guerre nous déshonore*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. « L'Histoire immédiate », 1992, 102 p.] *Études internationales*, 24(2), 461–464. <https://doi.org/10.7202/703191ar>

goritaires dans les deux camps, ne saurait se réaliser à l'ombre de gestes aussi négatifs que les bombardements, les implantations de nouvelles colonies, les expropriations et autres entorses aux règlements les plus élémentaires du bon voisinage.

Il incombe aux Israéliens, manifestement les plus forts, de prendre des mesures de confiance susceptibles de rendre tangible la réalité du processus de paix au Moyen-Orient et de permettre aux Palestiniens d'y participer pleinement. Ni les tergiversations ni les visées maximalistes n'auront raison, à long terme, de l'aspiration d'un peuple à disposer d'une terre, à être en mesure d'y bâtir les structures où il vivra, bref, à exister.

Fidèle à lui-même, Corm fait preuve de grande rigueur scientifique dans le traitement des données historiques des conflits. En bon observateur de la scène politique du Moyen-Orient, il ne peut que récuser les grilles soi-disant fonctionnalistes parce qu'elles se prêtent mal aux moyens modernes de l'investigation sociologique. L'histoire comparée s'élève, chez lui, au rang d'un «préalable indispensable à la mise en place de grilles conceptuelles pertinentes rendant compte de l'articulation des différentes variables du changement social et de leur classement hiérarchique.» (p. 84).

Dans cette perspective, Corm évite les écueils de la transposition ou de la comparaison gratuite dont sont victimes bon nombre de spécialistes. Il en exclut cependant Hannah Arendt, dont il évoque l'intelligence aiguë et prémonitoire et s'en inspire pour décrire les vraies causes de l'ébullition du Moyen-Orient.

Corm préconise la *Realpolitik* et n'a de cesse de critiquer le fanatisme d'où qu'il vienne. L'évolution récente du discours et de l'agir de bon nombre de dirigeants arabes le réjouit. Les prises de position en faveur d'une solution pacifique où les adversaires d'hier s'envoient des signaux de bonnes intentions laissent présager un avenir meilleur.

A. MOUSSALLY

Collège militaire royal de Saint-Jean, Québec

DUMONT, René. *Cette guerre nous déshonore*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. «L'Histoire immédiate», 1992, 102 p.

Saddam Hussein est un criminel (souligné dans le texte), il l'a amplement prouvé (gazages, agressions, répressions multiples, non respect des droits de la personne, etc.) et l'opinion publique en a été largement informée (p. 97). Nous voilà bien fixés sur les sentiments de l'auteur envers celui qui préside toujours aux destinées (*sic*) du peuple irakien. Mais dans le même souffle, le lecteur pouvait s'y attendre, l'infatigable agronome de la faim précise que rien ne justifiait la façon dont la décision pour entreprendre cette guerre a été prise, la manière dont elle a été faite et les multiples souffrances qu'elle a fait, et fait toujours subir à la population.

Rédigé en collaboration avec Charlotte Paquet, l'ouvrage s'inspire dans une première partie des observations prélevées à l'occasion d'une visite officielle entre le 19 septembre et le 11 octobre 1991. Les faits observés, leurs causes et leurs conséquences pouvaient, hélas, amplement fournir matière à la rédaction

d'un livre, surtout quand une plume est placée entre les mains de René Dumont. Celui-ci a préféré profiter de l'occasion, prenant ses libertés envers le titre de l'ouvrage, pour reprendre un thème familier : le vieil ordre économique international. Ce dernier, les habitués de l'auteur ne s'en trouvent nullement surpris, est cloué au pilori en vertu des menaces qu'il fait peser sur notre avenir.

La guerre du Golfe : un conflit Nord-Sud ? Plusieurs lecteurs se rappelleront comment certains ministres du gouvernement français et autres intellectuels faisant partie de leur cénacle tentaient péniblement de se convaincre qu'il n'en était rien. Il est vrai que l'arsenal militaire de Saddam (en voie rapide de nucléarisation faisait réellement frémir). Or, pour notre auteur, et après coup, comment hélas ne pas lui donner raison, le véritable motif de ce conflit se résume en un mot : pétrole. Pour s'assurer que les automobilistes américains puissent emplir leur réservoir à un prix en valeur réelle inférieur à il y a vingt ans, il fallait conserver la maîtrise de l'essentiel de sa production. Et si le conflit des Malouines avait été d'un appui précieux pour Margaret Thatcher, cette guerre pouvait en faire autant pour les fins des intérêts électoraux de son principal instigateur. Ce qui explique le piège auquel fait allusion l'auteur (confirmé par d'autres sources) en citant l'ambassadrice des États-Unis, qui le 25 juillet, juste avant de partir en vacances (coïncidence) déclarait à Saddam Hussein : « Nous n'avons pas d'opinions sur les conflits interarabes, comme votre différend frontalier avec le Koweït. » Le fait que les électeurs-

automobilistes n'aient pas exprimé leur reconnaissance envers George Bush n'atténue en rien la vraisemblance de ce scénario.

Et ce fut le carnage. Les caméras de la CNN se sont gardées d'en montrer l'essentiel, à tout le moins pas en direct : entre 100 000 et 120 000 soldats irakiens tués ce à quoi s'ajoutent 20 000 civils au plus fort du conflit. Comme si ce n'était pas suffisant, la folie furieuse s'est poursuivie après le cessez-le-feu. Ainsi, qui ne se souvient pas de ces images apocalyptiques de la route dite « de la mort », de Koweït à Bassorah ? Des milliers de militaires et de civils en exode ont été massacrés absolument sans raison (comme à Dresde). Oui, cette guerre nous déshonore tout comme l'embargo que l'on a décidé de poursuivre. Pour le démontrer, l'auteur ne puise pas uniquement dans sa grande tradition d'humaniste et ne se contente pas que des seuls faits observés lors de sa visite. Tout comme pour la seconde partie du volume, il fait appel aux nombreuses publications que les éditeurs parisiens ont fait paraître dans les mois qui ont succédé l'entrée en scène des Tomahawks et autres Patriots. Les citations, aussi pertinentes les unes que les autres, permettent de bien étayer la thèse que la prolongation de l'embargo, étant donné les innombrables souffrances qu'il fait subir à des millions d'innocents, ne constitue rien de moins qu'un crime de guerre.

La première partie se termine sur cette note avec le témoignage de Ramsey Clark. Cet ancien secrétaire à la Justice sous l'Administration Carter met dans le même sac les

Bush, Quayle, Baker, Cheney, Powell et Schwarzkopf en leur imputant la responsabilité de crimes contre la paix et contre l'humanité.

La deuxième partie intitulée : «Le vieil ordre économique, fondé sur le libéralisme incontrôlé, nous mène à la mort» prend son appui non pas sur quatre mais cinq cavaliers de l'Apocalypse (Saint-Jean ne pouvait même pas imaginer une situation aussi critique). Ce sont : 1) le risque de guerre ; amplifié avec la montée de différentes ambitions nationalistes (ex-Yougoslavie, Caucase, etc.) ; 2) les menaces écologiques toujours sous-estimées par les partisans du vieil ordre ; 3) l'explosion démographique que le vieil ordre a longtemps refusé de prendre en compte ; 4) l'intolérable décalage Nord-Sud ; 5) le vieil ordre politique mondial caractérisé par l'insuffisance du respect des droits de la personne et par le règne de l'argent qui, selon notre auteur, galvaude souvent les notions de démocratie et de liberté.

Chacun de ces points, même s'ils ne sont pas tous vraiment originaux par rapport aux écrits précédents de l'auteur, contient néanmoins de précieuses informations que l'on doit avoir à l'esprit à moins de jouer à l'autruche. Un jeu d'ailleurs de plus en plus difficile à pratiquer avec les catastrophes écologiques que les médias font connaître semaine après semaine. Évoquant à quelques reprises les travaux du club de Rome et leur fameux «Halte à la croissance», René Dumont plaide en faveur d'un prix élevé pour le pétrole en occultant curieusement les conséquences pour le tiers monde

qui lui est pourtant si cher. Moins discutables, cependant, ses allusions au dépeuplement des forêts québécoises qu'il associe à l'implacable logique de la Banque mondiale qui : ... «cherche à diminuer tous les coûts ; elle veut «du bois à bon marché», quelles qu'en soient les conséquences sur l'environnement. Alors on réduit la main-d'œuvre et du même mouvement, on accroît le chômage et on sacrifie les forêts.» (p. 137).

En ce qui regarde son quatrième cheval de l'apocalypse, René Dumont s'en prend à la nouvelle *nomenklatura* (capitaliste s'entend) qui domine le monde. Alors que la *nomenklatura* soviétique comprenait environ 3 % de la population de l'ex-URSS, celle du monde riche (15 % de la population du globe) contrôle 80 % des ressources. Quand on prend en compte l'importance grandissante de la pauvreté dans les pays industrialisés, la proportion de la *nomenklatura* dominante est réduite d'autant. Mais, pauvres comme riches, en Occident, continuent de tirer profit de l'échange inégal, principale cause de l'endettement du tiers monde, que l'auteur présente ici avec l'exemple du prix du cacao que la Banque mondiale souhaite, tout comme pour le bois, à bon marché.

Enfin, quelques mots sur une négociation de grande actualité : celle du GATT que l'auteur stigmatise comme étant l'ennemi public numéro un. Autant pour le bénéficiaire du tiers monde que pour les éleveurs de bovins des plaines de l'Ouest canadien ou du bocage bourbonnais (deux mondes pourtant bien différents), il serait grandement préférable que l'Uruguay Round ne soit jamais signé.

René Dumont, est plutôt optimiste de nature, ayant confiance envers les capacités de l'homme de surmonter les défis. Mais ses écrits des dernières années, situation oblige, sont imprégnés d'une encre très sombre. Ici, ses dernières lignes, sous la forme d'un *post-scriptum*, par une allusion à l'éventuelle réélection de George Bush et à ce qu'elle pourrait signifier, ne font pas exception. Souhaitons que le nouvel occupant de la Maison-Blanche, et son vice-président très sensibilisé aux questions écologiques, offrent une source de réconfort et d'inspiration à René Dumont que l'on espère lire à nouveau lui que l'on avait découvert il y a trente ans avec son célèbre «L'Afrique noire est mal partie».

André JOYAL

Département d'économique
Université du Québec à Trois-Rivières

DE L'URSS À LA CEI

DALLIN, Alexander and LAPIDUS, Gail W. (eds.) *The Soviet Union in Crisis: A Reader of Western and Soviet Views*. Boulder, Westview Press, 1991, 727 p.

La transition à l'Est conduit à regarder l'histoire d'un œil différent. Deux professeurs californiens, l'un d'histoire à Stanford, l'autre de science politique à Berkeley, Alexander Dallin et Gail Lapidus, ont réuni un ensemble de textes pour comprendre l'URSS de Gorbatchev, publiés au moment même où l'URSS sortait de l'histoire. Ces 53 articles sélectionnés constituent une remarquable anthologie de textes souvent célèbres, parfois difficilement acces-

sibles, qui non seulement aident à interpréter la *perestroïka* mais aussi fournissent des clés pour ce qui est de l'héritage de l'URSS. La plupart des articles sont des reproductions ou traductions de textes déjà publiés ou, plus rarement, de discours ou communications.

L'ouvrage comporte 7 parties. Les origines de la *perestroïka* sont retracées, entre autres, par Richard Pipes (le système communiste n'est pas réformable), Seweryn Bialer (Gorbatchev a catalysé les forces internes et externes de changement), Stephen Cohen (conservatisme et réformisme ont toujours été à l'œuvre ensemble dans la société soviétique). Du côté soviétique, la célèbre «Lettre aux Dirigeants soviétiques» du 19 mars 1970, signée par Sakharov, Roy Medvedev et le physicien Valery Turchin, esquisse le premier programme de réforme politique et économique radicale, condamné par la dissidence de leurs auteurs.

Vient ensuite l'analyse des réformes dans le système politique et social, sous le signe de la *glasnost* et du «pluralisme socialisme d'opinions», concept forgé par Gorbatchev. On trouve des études sur la renaissance de la société civile (par Gail Lapidus), sur l'émergence de mouvements sociaux (par des sociologues soviétiques, Gordon et Klopov). Des grands noms de la soviétologie, Breslauer, Reddaway, Hough, jugent Gorbatchev comme homme d'État; ces études, parues en 1989 ou 1990, prêtent encore à Gorbatchev un potentiel qu'il n'avait plus – mais c'est évidemment facile de juger *a posteriori* !